



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### Séance du 21 décembre 2023

Nombre de conseillers en exercice	Présents	Votants
19	13	16

#### Objet :

**Rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2022**

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-et-un décembre le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Nicolas CARTAILLER,

**Date de la convocation :** 14 décembre 2023

**Présents :** Nicolas CARTAILLER, Pierre De QUEYLARD, Elisabeth VIOLA, Stéphane MATEO, Corinne LEFEBVRE, Albachir EL KHALFI, Cécile FABRE, Jacques CORCESSIN, Luc VINCENT, Laure ZEROUALI, Manon BLOQUE, Sabine HUGUES, Carole GALINY,

**Absents excusés :** Eric GONSSARD, Elma PIRAZZI, Frédéric VALOT

**Absent représenté :** Florian BOISSIN (procuration à Sabine HUGUES), N'Fissa BENSALIM (procuration à Cécile FABRE), Roland VIOLA (procuration à Elisabeth VIOLA)

**Secrétaire de séance :** Albachir EL KHALFI

Monsieur le Maire rappelle, aux membres du conseil municipal, les textes de Lois suivants :

- Décret n° 2005-236 du 14 mars 2005, l'article 2 en faisant obligation au délégataire de remettre avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport technique sur le ou les services délégués.
- Loi L-2224-5 du CGCT en vigueur au 24.12.2022 qui fait obligation au Maire de présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du ou des services délégués au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.
- L'article [D.2224-3](#) du CGCT précisant que le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement. Il indique également que le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçu du ou des établissements publics de coopération intercommunale

Il précise que dans le cadre des dites Lois :

- Pour les Communes comptant plus de 3 500 habitants, la mise à disposition du public, tel que prévue à l'article 5 de la Loi du 06.05.95 est obligatoire.

Il présente alors le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2022, établi par le cabinet AlterAmo Conseils, chargé de la rédaction du RPQS.

Le conseil municipal, l'exposé du maire entendu :

- **PREND ACTE** du rapport annuel sur le prix et la qualité du service assainissement

Le secrétaire de séance,  
Albachir EL KHALFI

Délibéré les jour, mois et an susdits,  
Pour copie conforme  
Le Maire,  
Nicolas CARTAILLER

